

**ARRÊTÉ MUNICIPAL n° AT2024-239**  
**Remise à niveau d'un regard**  
**Rue de la Caillouville – Saint-Wandrille-Rançon/Rives-en-Seine**

Le Maire de la commune de RIVES-EN-SEINE,

Vu

- Le code de la route,
- Les arrêtés du 24 novembre 1967 et du 07 Juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation des routes,
- L'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à la signalisation routière temporaire,
- La demande en date du 6 décembre 2024 de VEOLIA EAU – 1102 rue du Petit Village – 76940 NOTRE DAME DE BLIQUETUIT d'effectuer des travaux mise à niveau d'un regard rue de la Caillouville à Saint-Wandrille-Rançon/Rives-en-Seine.

Considérant que :

- Pendant le déroulement des travaux il y a lieu de réglementer la circulation,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : du 23 au 25 décembre 2024, une partie de la chaussée sera rétrécie rue de la Caillouville afin de permettre à la Société DR d'effectuer des travaux de remise à niveau d'un regard.

**Article 2** : Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place par l'entreprise DR de la signalisation correspondant aux prescriptions de l'article 1.

**Article 3** : Le titulaire de la présente autorisation est responsable tant vis-à-vis de la Commune que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'exécution des travaux.

**Article 4** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 4** : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il est également susceptible de faire, au préalable, l'objet d'un recours administratif. Un recours contentieux pourra ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

**Article 6** : La Directrice des Services Techniques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'intéressé.

Ampliation sera adressée à Monsieur le Major Commandant la BTA de la gendarmerie de Rives-en-Seine, à Mesdames et Messieurs les garde-champêtres de la communauté d'Agglomération Caux Vallée de Seine.

Publié sur le site Internet  
de la Ville le 31/12/2024



Fait à Rives-en-Seine, le 9 décembre 2024

Le Maire,  
Bastien CORITON

*Bastien Coriton*